

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation

ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé



N°8, Décembre 2024



École Normale Supérieure
Université Marien Ngouabi



LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation
Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN : 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Contact

www.lakisa.larsced.cg

E-mail :	revue.lakisa@larsced.cg	Tél :	(+242) 06 639 78 24
	revue.lakisa@umng.cg		

BP : 237, Brazzaville-Congo

Directeur de publication

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

ALLEMBE Rodrigue Lezin, Maître de Conférences (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

EKONDI Fulbert, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maître de Conférences (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

KOUYIMOUSOU Virginie, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOUSSAVOU Guy, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

OKOUA Béatrice Perpétue, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique et de lecture

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

ATTIKLEME Kossivi, Professeur Titulaire (Didactique de l'Education Physique et Sportive), Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Maître de Conférences (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOMPO DOUGOUDIA Joseph, Maître de Conférence (Sciences de l'Education), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MANDOUMOU Paulin, Maître de conférences (Didactique des APS), Université Marien NGOUABI (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOPONDI BENDEKO MBUMBU Alexandre David, Professeur Ordinaire (Didactique des mathématiques), Université Pédagogique Nationale (République Démocratique du Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français),
Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université
Marien Ngouabi (Congo)

PAMBOU Jean-Aimé, Maître de Conférences (Sociolinguistique-Didactique du français
langue étrangère et seconde- Grammaire nouvelle), Ecole Normale Supérieure du
Gabon (Gabon)

PARÉ/KABORÉ Afsata, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Université Norbert
Zongo à Koudougou (Burkina Faso)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie
Jules Verne (France)

VALLEAN Tindaogo, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Ecole Normale
Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

Indexation

Impact facteur 2024 : 5,337

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23609>



https://www.base-search.net/about/en/about_sources_date.php?search_source=Lakisa



<https://reseau-mirabel.info/revue/20227/LAKISA-Revue-des-Sciences-de-l-Education>



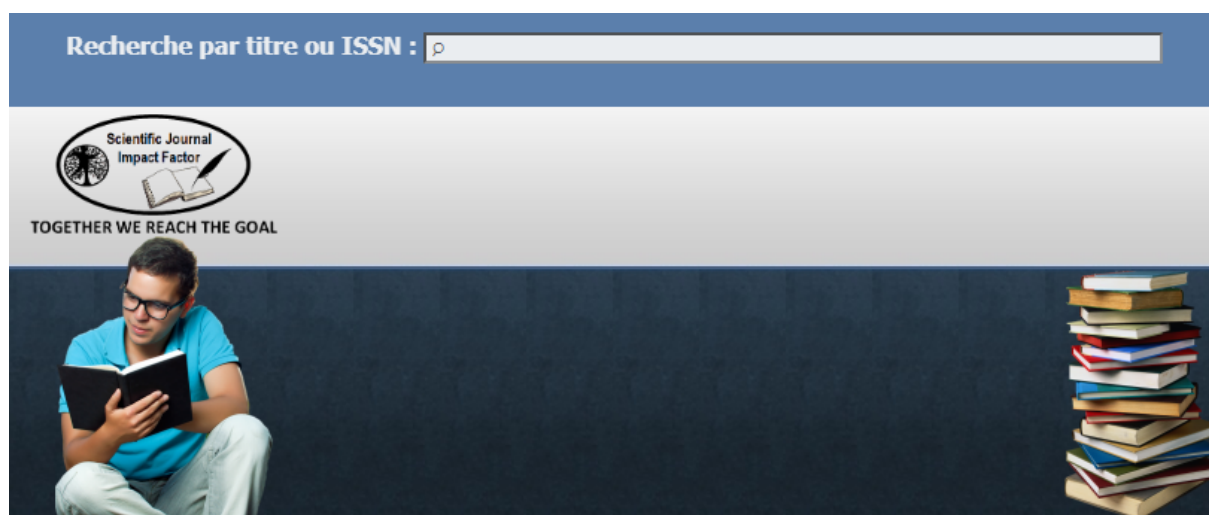
<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/746880>



<http://www.openarchives.org/Register/BrowseSites?viewRecord=https://www.lakisa.larsced.cg/index.php/lakisa/oai>



Preuves d'indexation



Évaluation SJIF sur demande

La rédaction qui décide d'utiliser cette option recevra la valeur SJIF dans un délai de 7 jours.

Panneau des éditeurs SJIF

Registre du journal - (Service gratuit)
dans une base de données notée et prestigieuse de revues scientifiques.

Gérer le journal - (Service gratuit)

Cette section vous permet de placer des informations sur la revue, les rédacteurs et l'éditeur, etc.

Classement du journal SJIF

Liste complète des revues de la base de données de SJIFactor.com. Il contient actuellement plus de **24 000 revues** du monde entier.

Certificat

Revue des Sciences de l'Éducation

SJIF 2024 :

5.337

Domaine : Sciences sociales

Version évaluée : en ligne

Évaluation précédente SJIF

2023 : 3,307

2022 : 3,458

2021 : 3,159

2020 : Non indexé

La revue est indexée dans :

SJIFactor.com

Informations de base

Titre principal	Revue des Sciences de l'Éducation
ISSN	2790-1270 (E) / 2790-1262 (P)
URL	http://www.lakisa.larsced.cg
Pays	 République du Congo
Fréquence	Semestriel
Licence	Gratuit pour un usage non commercial
Disponibilité des textes	Gratuit



Fournisseurs de contenu indexés par date

Il s'agit d'une liste complète des fournisseurs de contenu indexés par BASE.

- » Nombre de documents : 352 218 879
- » Nombre de fournisseurs de contenu : 11 407
- » Dernière mise à jour: 2024-01-17

Légende:

-  Libre accès
-  Certains documents en libre accès

Fournisseurs de contenu indexé

-  Par date
-  Par pays

Fournisseur de contenu ▲▼	Documents ▲▼	% d'OA ▲▼	Pays ▲▼
Nom/URL : lakisa			Tous ▼
LAKISA - Revues des Sciences de l'Éducation (Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation - LARSCED) ?	42	 [100%]	cg 

[Accueil](#) / [Revue](#) / LAKISA, Revue des Sciences de l'Education

LAKISA, Revue des Sciences de l'Education

Thématique [Sciences de l'éducation](#)

Titre	ISSN	ISSN-E	Années	Éditeurs	Action
LAKISA, Revue des Sciences de l'Education	2790-1262	2790-1270	2021 – ...	Université Marien-Ngouabi	



Site web <https://www.lakisa.larsced.cg>

Périodicité semestriel

Langues français, anglais

Éditeur Université Marien-Ngouabi (1961 à ...)

Autres liens [HAL](#) [base-search](#) [openarchives](#)

Accès en ligne

Accès	Ressource	Modalité	Numéros	Autres liens	Action
Texte intégral	Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Education — LARSCED (site web)	Libre	2021 (no 1) — ...		

Suivi

Cette revue est répertoriée par Mir@bel mais n'est pas encore suivie par un partenaire. La mise à jour des informations n'est pas assurée. Les icônes et vous permettent de proposer des modifications.

[Connexion](#)

accès aux données de référence de HAL

Fiche d'une revue

Auteurs
Structures
Domaines
Revue
Projets ANR
Projets européens

LAKISA **746889** (ISSN : 2790-1270)
— Published by Ecole Normale Supérieure Université MarienNgouabi Brazzaville-Congo

SHERPA/ReMEO

[Voir les documents associés](#)
[Exporter](#)



Dossier d'enregistrement OAI-PMH

nom de l'élément	valeur de l'élément
URL de base	https://www.lakisa.larsced.cg/index.php/lakisa/oai
Nom du référentiel	LAKISA
Version du protocole	2.0
E-mail	revue.lakisa@larsced.cg
Date d'inscription	2022-11-03T10:36:10Z
Date de dernière validation	jeu. 3 novembre 10:36:10 2022
ID du référentiel OAI	ojs2.www.lakisa.larsced.cg

Si vous êtes le responsable de ce référentiel, vous pouvez mettre à jour les informations enregistrées pour qu'elles correspondent aux nouvelles informations exposées via la réponse Identifier en exécutant à nouveau le processus de validation/enregistrement. Allez sur la [page de validation](#) et sélectionnez "Enregistrer ce site".

lundi 15 janvier 14:23:33 2024

SOMMAIRE

Les communautés d'apprentissage professionnelles pour la formation des enseignants : défis et déterminants de durabilité des cellules d'animation pédagogique dans les écoles élémentaires à Dakar et en Casamance

Cyrielle Le HER.....1

Pratique évaluative de la lecture au cycle primaire dans le département de Brazzaville, République du Congo

Charlotte KITENDI-MIZÈRE.....15

Situation familiale et son impact sur l'intégration des élèves au sein des bandes violentes des Lycées et Collèges de Man

Patrice M'Bétien KONÉ.....25

Analyse des défis de la scolarisation des élèves vivant dans des zones exposées à la violence au Burkina Faso

Dasmané MOGMENGA, Brigitte NANA, Désiré POUDIOUGO, Madeleine KONKOBO/KABORÉ.....39

Transition école-collège : difficultés des enseignants dans la transmission des mathématiques et du français au CM2 et en 6^{ème} au Togo

Boussanlègue TCHABLE, Tamégnon YAOU, Biriziwè HOULOUM.....49

Perceptions des élèves en classe sur les appréciations reportées sur des copies de géographie au Sénégal

Mamadou THIARE 61

Le travail d'étudiant au Burkina Faso : entre apprentissage, nécessité vitale et vide juridique

Joseph BEOGO.....69

Influence des facteurs psycho-affectifs sur la performance en mathématiques des élèves de Côte d'Ivoire : cas du lycée moderne DJEDJI Amondji Pierre d'Adjamé 220 logements

Joël MAHAN, Arnaud Pognan Ponagnoumikan KONE, Urbain Anepi AMON.....79

Trajectoires professionnelles des enseignants-chercheurs et qualité de la formation à la Faculté des Sciences de l'Education de l'Université de N'Djamena

Nathaniel FOCKSIA DOCKSOU, Nahoundongar MEKONDION, Abraham DAGUE.....93

Facteurs individuels et accrochage/décrochage scolaire lors de la transition primaire-collège au Niger

Bouba ADAMOU, Idrissa KARIDIO, Nana Aicha GOZA.....111

Offre de formation et situation professionnelle des diplômés de l'enseignement et la formation techniques et professionnels au Burkina Faso : cas de la filière mécanique automobile

Nassirou BALIMA, Paul-Marie MOYENGA.....123

Auto stressed suffix “ette” in teaching English at secondary school in Congo

Roland Giscard ONDZE OTOUBA 137

Bilan quantitatif de l'Éducation pour tous dans le secteur public au Togo : profils de scolarisation et taux d'achèvement de 1999 à 2023

Namiyate YABOURI 151

Classe inversée et innovation pédagogique : représentations des enseignants universitaires

Hessaïna MAMMERI, Billel OUHAIBIA.....167

L'école burkinabè et la crise des valeurs sociales et citoyennes

Doumassomou Daniel NABIE, Bowendsom Claudine Valérie ROUAMBA/ OUEDRAOGO.....177

Réinvestissement des courants et méthodes pédagogiques dans la pratique des enseignants universitaires en contexte numérique : obstacles, avantages et défis

Amadou Yoro NIANG, Babacar BITEYE.....191

Auto-efficacité et comportement phobique : analyse de l'impact du sentiment d'efficacité personnelle sur la peur manifestée de l'eau par l'apprenant débutant en natation

Armand Joseph EDI 205

Learners' oral fluency problems in Burkina Faso: the rationale

Charles NAZOTIN 215

Les étudiants ivoiriens et l'apprentissage numérique : réalités et pratiques des digital natives

Mohamed Tidiane OUATTARA.....229

Problématique d'utilisation du matériel didactique de géographie en classe de seconde dans les lycées publics de Brazzaville : Cas des lycées Nganga Édouard, Révolution, Savorgnan De Brazza et Thomas Sankara

Michelle Darlène MALOUONO SIMBOU, Gaston SAMBA.....241

Place des TIC dans la formation des étudiants en journalisme de l'ENMA de Brazzaville

Antonin Idriss BOSSOTO 253

Être enseignant au Niger aujourd'hui : un regard sur l'image sociale à Dosso

Mohamed Moctar ABDOURAHAMANE, Abdoul-Hayou HINSA HAMANI.....265

Inclusion des élèves obèses en Éducation Physique et Sportive dans les collèges publics de Brazzaville : une analyse des pratiques enseignantes

Yvette BAKINGU BAKIBANGOU, Gabin FERNANDEZ BALOU, Rosy Thérésia IBARA.....279

Sentiments de compétences de personnels de l'éducation en formation en matière d'usage des technologies de l'information et de la communication en éducation

Mathias KYÉLEM, Ouibila Éric YAMÉOGO.....291

Des valeurs et leur place dans l'Éducation au développement durable en 5e année primaire au Sénégal

Guène FAYE, Ousmane NGOM..... 307

Mixité et genre en Education Physique et Sportive dans les collèges de l'environnement rural et des communautés urbaines du département de la Bouenza en République du Congo

Hubert César M'VIRI, Gabin FERNANDES BALOU, Gorgon LEMBE, Armel Ulrich KOULOMBO, Adrien Séverin NGABELE, Paulin MANDOUMOU, Aristide EWAMELA..... 319

Problématique de la légitimation de l'homosexualité dans les programmes scolaires de SVT au Gabon. Regard sociologique sur une question socialement vive

Dany Daniel BEKALE, Irène MENGUE OBAME Épse MBOULOU, Érica Marisca Évan's NKE NDONG.....327

État des lieux de la recherche en sciences de l'éducation à l'université Alassane OUATTARA de 2017 à 2022

Martin Armand SADIA 337

Politique de l'éducation inclusive au Burundi et au Maroc : analyse comparative

Philippe NSABIMANA, Youssef NAIT BELAID..... 443

Effet des structures des problèmes proposés par les enseignants sur les performances des élèves en résolution de problèmes de physique

Baba Antimbé COULIBALY, Saïdou MADOUGOU et Ibro CHEKARAOU..... 457

L'école burkinabè et la crise des valeurs sociales et citoyennes

Doumassomou Daniel NABIE, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso)

Email : daniel7nabie@gmail.com

Bowendsom Claudine Valérie ROUAMBA/OUEDRAOGO, Université

Joseph KI-ZERBO, (Burkina Faso) / Email : claudvale@yahoo.com

Résumé

L'école est perçue comme l'un des canaux incontournables pour la construction d'une nation surtout dans le contexte des pays africains. Ils sont des assemblages de peuples disparates parfois sans aucune connexion historique et culturelle. Elle permet de diffuser les valeurs, normes et règles communes qui guident une société et intensifie la solidarité entre les membres de la communauté nationale. Aujourd'hui, malgré les efforts des pouvoirs publics burkinabè et même privés d'offrir l'éducation à tous les enfants, on constate chez les jeunes burkinabè n'ayant pas vécu la période révolutionnaire une image pas reluisante en termes de valeurs sociales et citoyennes. En effet, la corruption, l'incivisme sous toutes ses formes, l'indiscipline, le vol, le non-respect de la parole donnée, etc. sont devenus une caractéristique de cette jeunesse. Quelle est la responsabilité de l'école burkinabè dans la crise des valeurs sociales et citoyennes chez les jeunes burkinabè n'ayant pas vécu la période révolutionnaire ? Cette recherche s'inscrit dans deux approches théoriques que sont le fonctionnalisme et le socioconstructivisme. Au niveau méthodologique, l'étude est purement qualitative. La technique du choix raisonné a été utilisée pour l'échantillonnage et les entretiens semi-directifs réalisés à l'aide de guides d'entretien. Au terme de cette recherche, on note que les programmes d'enseignement sont déphasés avec les réalités socioculturelles et économiques du pays ; l'école est désormais réduite à sa fonction d'instruction (elle n'éduque plus) ; nombre d'enseignants manquent de vocation, de compétence et de motivation ; certains enseignants influencent négativement leurs élèves en termes de valeurs sociales et citoyennes. En conséquence, les valeurs sociales et citoyennes burkinabè laissent à désirer. L'intégrité et l'honnêteté sont devenues des valeurs rares ; la cohésion sociale, la tolérance et la solidarité s'amenuisent de plus en plus et le respect de l'autorité de l'Etat est à conquérir.

Mots clés : Civisme, crise, école, éducation, valeurs.

Abstract

Schools are seen as one of the essential means of nation-building, especially in the context of African countries, which are made up of different peoples, sometimes with no historical or cultural connection. It helps to disseminate the common values, standards and rules that guide a society and intensifies solidarity between members of the national community. Today, despite the efforts of Burkina Faso's public and even private authorities to provide education for all children, the young fringe of Burkina Faso society has a less than stellar image in terms of social and civic values. Corruption, incivism in all its forms, indiscipline, theft, failure to keep one's word, etc. have become a feature of these young people. What is the responsibility of Burkina Faso's schools in the crisis of social and civic values of the young fringe of its population? This research is based on two theoretical perspectives (functionalism and socioconstructivism). Methodologically, the study was purely qualitative. The technique of reasoned choice was used for sampling, and interviews were conducted using interview guides. At the end of this research, we note that the teaching programmes are disconnected from the socio-cultural and economic realities of the country; the school is now reduced to its function of instruction (it no longer educates); many teachers lack vocation, competence and motivation; some teachers have a negative influence on their pupils in terms of social and civic values. As

a result, the civic-mindedness of many Burkinabè leaves much to be desired; integrity and honesty have become rare values; social cohesion, tolerance and solidarity are becoming increasingly eroded, and respect for the authority of the State has yet to be won.

Key words: Civic-mindedness, crisis, school, education, values.

Introduction

Le contexte de la création de l'État burkinabè, nécessite que l'école soit prise comme l'un des moyens pour la construction de la nation, de la communauté nationale. En effet, la colonie de Haute-Volta aujourd'hui Burkina Faso est constituée des peuples aux origines diverses sans aucune connexion historique et culturelle.

Ainsi, l'école se présente comme un canal de diffusion des valeurs, normes et règles communes qui guideraient désormais les individus de la nouvelle société constituée. Par l'éducation, la communauté imprime ses manières de penser, de sentir et d'agir aux plus jeunes, forgeant ainsi leur identité. L'intégration des mêmes valeurs permet une compréhension mutuelle et une intensification de la solidarité entre les membres du groupe. De ce fait, l'éducation permet non seulement de créer un lien entre les différentes micro-nations qui constituent désormais une même communauté mais entre ces micro-nations et le nouvel Etat. Dans ce sens, l'école a un rôle important à jouer pour permettre le maintien et la consolidation de la nation burkinabè.

Cependant, malgré les efforts des pouvoirs publics et même privés aujourd'hui d'offrir l'éducation à tous les enfants, on constate chez les jeunes burkinabè n'ayant pas vécus la période de la révolution une image pas reluisante en termes de valeurs sociales et citoyennes.

En effet, la corruption, l'incivisme sous toutes ses formes, l'indiscipline, le vol, le non-respect de la parole donnée, etc. sont devenus une caractéristique de cette jeunesse. Avec cette image que renvoie la frange jeune de la société burkinabè en termes de valeurs sociales et citoyennes/patriotiques, on ne peut que s'interroger entre autres sur l'état de fonctionnement de l'école au Burkina Faso.

Cette étude, a pour objectif d'analyser le fonctionnement de l'école en lien avec la crise des valeurs citoyennes et sociales au Burkina Faso et par ricochet la crise de la nation. La présente recherche s'inscrit dans deux approches théoriques : le fonctionnalisme et le socioconstructivisme. La première théorique qui accorde un rôle essentiel aux institutions dans l'existence de la société en mettant en exergue deux concepts : « intégration sociale » et « contrôle social » qui permettent de comprendre les fonctions assumées par l'école auprès des individus afin d'assurer la cohésion sociale (A. Marucchi-Foino, 2011). Et la seconde confère une dimension sociale essentielle aux processus de l'apprentissage (M. Tardif et A. Bihan, non daté). Elle postule que, toutes les fonctions cognitives, y compris l'apprentissage, dépendent des interactions avec les autres (les gouvernants, les parents, les enseignants, les pairs, etc.). Cette théorie a permis donc d'analyser l'influence des acteurs du système éducatif à travers leurs comportements sur les élèves.

1. Éléments méthodologiques

Ouagadougou a été le champ d'observation empirique. Le choix de cette ville se justifie par le fait qu'elle soit le lieu qui concentre les institutions de décision mais aussi d'enseignement. Elle est aussi, le lieu où les mutations des valeurs identitaires sont plus manifestes.

L'approche méthodologique adoptée est celle qualitative. Ainsi, l'échantillon a été défini selon le principe de la triangulation et de la saturation. L'échantillon est constitué de directeurs généraux d'institution du système éducatif burkinabè ; de chefs d'établissements scolaires ; d'enseignants ; du personnel de la vie scolaire ; de parents d'élèves ; d'élèves ; d'organisations

de la société civile ; de syndicats et de jeunes citoyens choisis de façon raisonnée. Au terme de la collecte des données, cinquante-trois (53) personnes issues de différentes catégories sociales ont été interrogées.

Quant aux outils de collecte des données, le guide d'entretien et la grille d'observation ont été utilisés. Ces outils ont servi à conduire des entretiens individuels et un focus group avec les jeunes et à mener des observations directes sur le comportement des jeunes citoyens en lien avec les valeurs sociales et citoyennes

Les données ont été enregistrées à l'aide du téléphone puis transcrites sur le logiciel Word. Aussi, les données consignées dans le calepin lors de l'observation ont été saisies. Toutes les données de terrain ont été traitées manuellement.

2. Rôle de l'éducation scolaire au Burkina Faso

L'institution sociale majeure est l'école qui remplit des fonctions d'éducation et de socialisation. Elle contribue à transmettre aux enfants les valeurs et les normes sociales dans le cadre collectif plus large que la famille et leur apprendre à interpréter leurs rôles sociaux (D. Bolliet et J-P. Schmitt, 2008).

Cette mission d'éducation qui concerne des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être donne à l'école une place importante dans la socialisation des jeunes générations (D. Glaymann, 2012). Dans le cas du Burkina Faso, l'article 14 de la loi d'orientation de l'éducation de 2007 attribue au système éducatif burkinabè trois buts : (i) produire des individus compétents ; (ii) mettre en place des formations évolutives selon le contexte socioéconomique et (iii) offrir une main d'œuvre qualifiée et compétente dans tous les secteurs d'activités. Ses objectifs sont précisés dans l'article 15 de la même loi. Ainsi, le système éducatif vise l'augmentation des cadres éducatifs en nombre suffisant pour réduire les inégalités de toutes sortes en vue d'assurer l'encadrement, la scolarisation et l'alphabétisation des apprenants, assurer la qualité, la pertinence, l'efficacité et l'efficience du système éducatif burkinabè.

Mais, de l'avis de certains enquêtés, le rôle de l'école est de préparer les plus jeunes à s'insérer professionnellement. Cette perception de l'école aujourd'hui a été forgée par les premières attributions que l'administration coloniale lui avait conférées. En effet, l'objectif qui lui était assignée était de former les auxiliaires de l'administration comme l'affirme un instituteur à la retraite :

À l'origine pendant la colonisation, l'école devait permettre de former des personnes pour aider l'administration coloniale à mieux assoir sa gouvernance. Et après les indépendances le Burkina Faso n'a pas réussi à réorienter les objectifs de son école. Il s'est finalement inscrit dans la formation de masse afin répondre à un manque de personnels qualifiés pour assurer le fonctionnement de son administration. Donc s'était d'abord apprendre aux gens comment lire et écrire pour établir les actes de naissance et autres.

Rappelons que les premières écoles du pays furent l'œuvre des missionnaires catholiques. La première fut fondée en 1900 à Koupèla, puis, à la demande de l'administration coloniale, une autre fut ouverte à Ouagadougou en 1902 (Compaoré, 2003). L'objectif assigné à l'école coloniale selon lui, était surtout marqué par le souci de subvenir aux besoins de l'administration en personnel qualifié. Dans le même sens, F. Sanou (2003) affirme que, l'école coloniale laïque, avait pour mission essentielle de servir les intérêts de la France. Il conforte son point de vue en rappelant les propos de Albert Sarraut alors ministre des colonies qui définissait l'objectif de l'éducation coloniale en ces termes :

Éduquer les indigènes est assurément notre devoir (...) Mais ce devoir fondamental coïncide en outre avec nos intérêts économiques, administratifs, militaires et politiques. L'éducation, en effet, a comme premier résultat de la valeur de la production en accroissant dans la masse des ouvriers indigènes la qualité de l'intelligence et la variété des aptitudes : elle en outre permet de former parmi les masses laborieuses des élites de collaborateurs qui, en tant qu'assistants techniques,

contremaître, employés et commis suppléeront à l'insuffisance numérique des européens et satisferont les demandes croissantes de l'agriculture coloniale, des entreprises commerciales et industrielles (F. Sanou, 2003, p.1697).

Cette perception de l'éducation scolaire s'est donc encrée à telle enseigne que dans la pensée populaire, l'école doit nécessairement donner accès à l'administration publique. C'est ce qu'à regretter un entrepreneur de 63 ans et d'un niveau supérieur :

Nous, nous n'avons pas compris le but de l'école. Le burkinabè n'a pas compris. Envoyer son enfant à l'école, c'est pour une instruction, pour éveiller ses facultés, son savoir, son savoir-faire et souvent le savoir-être dans la société. On a compris qu'aller à l'école c'est de trouver du travail.

En conséquence, on assiste à des dénonciations de l'incapacité de l'État à absorber tous ses diplômés. Une situation qui a contribué à la rupture de confiance entre l'État et la frange jeune scolarisée de la population burkinabè. Ces derniers estiment que le système éducatif mis en place par l'État ne donne pas les capacités à la majorité des diplômés de s'auto-employer. En effet, le système éducatif burkinabè a pendant longtemps priorisé l'enseignement général au détriment de l'enseignement technique.

Néanmoins, on ne saurait ignorer l'importance de l'école dans l'acquisition des connaissances, le développement de l'esprit critique et la préparation à l'insertion professionnelle. Comme le signale une personne âgée, 77 ans :

L'école, c'est un lieu de formation. On devrait former les enfants de manière à être responsables et productifs. L'école devrait leur permettre de s'armer de vraies armes intellectuelles pour répondre aux défis de demain parce que nous sommes en perpétuelle mutations. Les choses évoluent tantôt positivement tantôt négativement et l'homme qui est formé intellectuellement a une capacité de discernement.

L'école instruit, donne des lignes idéologiques et des grilles d'analyses. Elle permet aux individus de s'imprégner des valeurs modernes et universelles de la société mondialisée.

Mais, d'autres enquêtés pensent, que la principale fonction de l'école est d'inculquer aux enfants les valeurs, les normes et les règles de fonctionnement de la société et secondairement préparer leur insertion professionnelle. C'est ce qui ressort des propos d'un enseignant et père de famille :

Le rôle principal rôle de l'école est d'apporter la connaissance, le savoir à l'élève pour que la personne puisse se comporter en société parce que quand on vit en société, il y a des règles qui sont là, il y a des règles qui organisent la société. Connaître ses droits et ses obligations. Après maintenant, on peut voir, l'intégration professionnelle.

Pour eux, la finalité de l'école c'est de fournir des produits, socialement, culturellement, économiquement consommables. Pour ce faire, l'éducation scolaire devrait apporter de la connaissance, du savoir, du savoir-être et du savoir-faire à l'élève pour qu'il puisse s'insérer non seulement dans la société mais aussi s'insérer dans le monde professionnel. L'école est donc le lieu par excellence de la transmission des valeurs citoyennes et républicaines et même sociales dans un contexte où les enfants passent beaucoup plus de temps à l'école qu'à la maison. L'école est perçue comme un moyen de construction et de diffusion d'une culture nationale et partant d'une identité nationale.

3. État des lieux du fonctionnement de l'école au Burkina Faso.

Il ressort des entretiens que l'évolution du monde ou la modernité a entraîné toutes les institutions de socialisation au Burkina Faso dans une crise. C'est ce que relate un père de famille : « *Les institutions de socialisation sont toutes en crise parce que notre humanité, notre monde a beaucoup évolué de telle sorte que les problèmes économiques et la montée de l'individualisme ont occasionné beaucoup de changement au sein des familles, de l'école, des églises, des temples et des mosquées et au niveau des coutumiers.* » La contribution de ces

institutions sociales au maintien du système au sein duquel elles sont en interaction avec d'autres au sens de Merton repris par R. Boudon et al (2005) n'est plus au rendez-vous. Les bouleversements des institutions chargées de la socialisation sont survenus avec l'évolution de notre monde prenant en compte l'individualisme de plus en plus poussé dans nos pays, l'intérêt sans limite pour les biens matériels, la promotion du travail de la femme, la question de la protection de l'enfant, le développement de la technologie faisant du monde un village planétaire où les cultures s'influencent au quotidien.

Ainsi, ces institutions sociales perçues A. Marucchi-Foino (2011 : 3) comme « *l'ensemble des structures durables qui constituent l'environnement dans lequel vivent les individus* » par leur influence, n'arrivent plus à modeler les individus de manière à les rendre conformes aux attentes de la société. Or, il est de leur ressort de déterminer et diffuser les manières de penser et d'agir qui permettent aux individus de s'intégrer dans l'organisation sociale. Dans cette approche théorique, Marucchi-Foino met en exergue deux concepts qui permettent de comprendre les fonctions assumées par les institutions auprès des individus afin d'assurer la cohésion sociale. Il s'agit du concept « intégration sociale » : l'école à travers la transmission des valeurs, des modèles de comportements et des buts qui fondent une base commune, c'est-à-dire partagée par l'ensemble des membres d'une même société est censée permettre aux individus à travers de s'intégrer socialement. Et le concept « contrôle social » : l'école est censée exercer un contrôle sur les individus par conséquent sur la société afin d'assurer plus profondément le maintien de la cohésion sociale.

3.1. Déphasage entre finalités théoriques et réalité de l'école burkinabè

L'école est le canal par excellence de la formation du type de burkinabè souhaité, de la diffusion des normes, valeurs et règles communes qui fondent la communauté nationale et partant, de l'identité nationale. En effet, l'article 13 de la loi d'orientation de l'éducation adopté en 2007, fixe comme finalité du système éducatif burkinabè la production de citoyens responsables, productifs. Il vise essentiellement à assurer un développement intégral et harmonieux de l'individu, notamment en :

- favorisant son développement personnel à travers son épanouissement physique, intellectuel et moral ;
- stimulant son esprit d'initiative et d'entreprise ;
- cultivant en lui, l'esprit de citoyenneté à travers l'amour de la patrie afin qu'il soit capable de la défendre et de la développer ;
- cultivant en lui l'esprit de citoyenneté responsable, le sens de la démocratie, de l'unité nationale, des responsabilités et de la justice sociale ;
- développant en lui l'esprit de solidarité, d'intégrité, d'équité, de justice, de loyauté, de tolérance et de paix ;
- cultivant en lui le respect d'autrui notamment l'équité entre le genre mais aussi le respect de la diversité linguistique, confessionnelle et culturelle ;
- garantissant sa formation afin qu'il fasse preuve de discipline et de rigueur dans le travail et qu'il soit utile à sa société et à lui-même ;
- développant en lui le sens des valeurs universelles ;
- développant toutes ses potentialités afin de le rendre capable de participer activement par ses compétences au développement de son pays.

Que peut-on espérer de mieux après un tel texte ?

Cependant, la réalité est toute autre. Les pratiques des burkinabé sont en déphasage avec les finalités attribuées au système éducatif national. Les valeurs morales sont en agonie. Il n'y a plus de respect pour les aînés et les autorités, le vol, le mensonge, l'incivisme, l'indiscipline, etc. sont des pratiques qui minent désormais la frange jeune de la population burkinabè. C'est d'ailleurs, le constat qu'a fait le ministre chargé de l'éducation nationale dans son mot d'ouverture des assises nationales 2021 sur l'éducation en ces mots :

C'est une finalité généreuse et prometteuse de lendemains qui chantent pour le système éducatif burkinabè. Cependant, à la lumière de l'actualité, on constate que les fruits n'ont pas tenu la promesse des fleurs. En effet, les jeunes sortants de nos structures d'éducation n'arrivent pas à s'insérer facilement dans le marché de l'emploi, l'incivisme et la violence sont omniprésents dans le champ scolaire.

Paradoxe entre valeurs prônées et valeurs incarnées

- Les valeurs citoyennes et de patriotismes se sont quelque délitées au Burkina Faso. En effet, peut-on prétendre aimer son pays quand on ne respecte pas ses lois ? Quand on est prêt à voler ou à détourner des ressources destinées à sa construction ? Quand la qualité des ouvrages et infrastructures publics nous importe peu, pourvu que nous ayons notre commission ou ristournes ? Quand on est capable de fournir des informations ou du matériel à un ennemi qui attaque le pays ? Quand on est capable de s'en prendre aux symboles de l'État et les saccager ou brûler ? Quand on est capable d'engager le pays dans des conventions, des accords qui n'ont aucune plus-value pour la population mais, pour des intérêts individuels ? Comme l'affirme un citoyen de 40 ans : *“si on a des gens qui ne sont pas patriotes, des voleurs dans l'administration, c'est parce qu'ils n'ont pas été suffisamment éduqués.”*

- Le sens de la démocratie, de l'unité nationale, des responsabilités et de la justice sociale reste une préoccupation. En effet, les méthodes d'accession au pouvoir d'État ces derniers temps au pays des Hommes intègres est la preuve que les valeurs de la démocratie n'ont pas encore trouvées leurs encrages dans l'arène politique burkinabè. Les manifestations à caractère régionaliste ou ethnique sont aussi la preuve que l'unité nationale n'est pas acquise. Les écarts de niveau de vie entre les individus, la différence de traitement entre régions et groupes sociaux sont aussi la preuve qu'il n'y a pas de justice sociale au Burkina Faso.

- Le développement de l'esprit de solidarité, d'intégrité, d'équité, de justice, de loyauté, de tolérance et de paix est à la croisée des chemins. Les pratiques quotidiennes des populations burkinabè démontrent le contraire. La solidarité est organique au sens de Durkheim. Le soutien des gens est guidé par des intérêts. Chacun dans la possibilité du pouvoir que lui confère sa position essaye autant que possible de favoriser son cercle de connaissance. Par exemple, quand vous avez une connaissance à la police de ville, vous ne payerez jamais une contravention policière ; si vous avez une connaissance influente dans l'administration publique, vous bénéficierez toujours des marchés publics. Ces pratiques soulèvent le problème de l'inégale traitement des citoyens et donc de l'injustice.

- Le respect de la diversité linguistique, confessionnelle et culturelle est parfois ébranlé avec des discours stigmatisant.

- La discipline et la rigueur dans le travail sont les valeurs les mal partagées surtout dans l'administration publique. Être ponctuel au service est une exception, le retard est devenu la norme. Les abandons de postes aux heures de travail sont courants et le laxisme dans le traitement des dossiers est patent.

- Quant à l'esprit d'initiative et d'entreprise, le système éducatif burkinabè est resté toujours majoritairement généraliste constituant une usine à fabriquer des chômeurs. Très peu de diplômés sortis de ce système sont directement employables sans passer par une formation professionnelle. Et à la vue des exigences du secteur en termes de ressources humaines, du personnel déjà qualifié et même expérimenté, la grande majorité des diplômés n'attendent que l'État pour les absorber. Car, ils manquent de capacité pour initier et de compétences pour entreprendre à leur propre compte. La preuve est que tous se ruent dans la même activité quand elle est porteuse. On l'a vu avec l'avènement des cabines téléphoniques ou télécentres, les cybercafés, les bureaux d'études ou de consultance et aujourd'hui ce sont les entreprises qui aident à la création d'entreprise qui se rependent dans les grandes villes. Nombre de diplômés ont commencé et ont échoué par manque de compétence.

3.2. Pourquoi l'école a du mal à réussir sa mission ?

À la naissance, l'individu est une matière informe et c'est par l'éducation qu'on lui donne la forme souhaitée (H. Mendras, 1989). Mais, quels sont les savoirs à enseigner à l'heure actuelle ? Doit-on, privilégier, comme le suggèrent les organismes internationaux, les savoirs procéduraux qui sont d'une remarquable plasticité ? Ou doit-on, à l'inverse, privilégier les savoirs substantiels, lesquels mobilisent une relation vivante à la culture, ne se contentant pas de favoriser l'habileté ou le savoir-faire, mais visent à l'émancipation intellectuelle par la transmission d'un monde ? S'interroge P. Statius (2016).

3.2.1. Des contenus des enseignements inadaptés

Pour nombre d'enquêtés, le contenu des enseignements dispensés dans les pays africains ne répond plus aux besoins du marché du travail et ne prend pas compte des réalités de la socioculturelles du pays. C'est ce que révèle un représentant d'OSC pour qui :

L'école burkinabè aujourd'hui est en déphasage avec la réalité du pays. Elle est complètement déconnectée de nos réalités socioculturelles et professionnelles et ne répond plus à l'offre du moment. Elle ne fait que produire de citoyens médiocres, non qualifiés. Et quand je regarde dans tous les domaines de gouvernance de l'Etat, vous constaterez, que c'est tout le système scolaire qui est malade. L'offre scolaire n'est plus de qualité. On a de plus en plus d'élève incivique que civique. À la limite c'est le chaos actuellement, l'école burkinabè. Et même au niveau du supérieur c'est pareil.

En effet, l'école burkinabè actuelle semble encore calquée sur le modèle colonial. Une école dans laquelle la part du programme dédiée à l'enseignement de l'histoire des peuples et des nations africaines est négligeable. Les valeurs culturelles et identitaires ne sont pas suffisamment prises en compte. En plus, elle est devenue une école sans autorité ni rigueur. Des mérites que l'on peut au moins reconnaître à l'école coloniale qui avait des objectifs clairs du point de vue de certains enquêtés. Pour eux, même s'il s'agissait de former des auxiliaires pour l'administration coloniale, elle avait le mérite de former des agents d'un niveau élevé.

Depuis la reprise en main de la gouvernance étatique par l'élite nationale, elle semble ne pas savoir quoi faire du système éducatif hérité de la colonisation. Les tentatives politiques de faire de l'école, une institution à même accomplir des fonctions de socialisation, d'intégration sociale et de préparation au monde du travail, reste un véritable tâtonnement (M. Duru-Bellat et A. Van Zanten, 2007). En effet, l'africanisation du système éducatif que certains intellectuels africains revendiquaient n'a pas prospéré (P. Kipré, 2005). Du point de vue de ce dernier, aujourd'hui, hormis quelques sujets communs de grands ensembles politiques de l'Afrique précoloniale, comme la traite négrière, colonisation et décolonisation aux dimensions d'une quête d'« identité nationale » cette politique a disparu. Pourtant, la nécessité de reformer ce système s'imposait. L'école devrait être le canal par excellence de diffusion des valeurs sociales et républicaines à même de forger une identité nationale surtout pour les Etats multi-nations africains. Elle devrait donc jouer un rôle essentiel dans le processus d'unification identitaire dans le cadre de la construction de l'Etat-nation (M. Özone, 2000). Pour lui, l'instruction conduit à la compréhension du politique et favorise l'homogénéisation sociale et culturelle des citoyens. C'est pourquoi cet auteur, estime que l'école devrait s'appuyer sur l'origine socioculturelle des apprenants dans la construction des savoirs, savoir-faire et savoir-être. De ce fait, l'éducation scolaire devrait être construite en cohérence avec la société, à savoir avec les besoins existentiels des communautés. L'école devrait donc exercer la mission de transmission d'une culture qui cherche à la fois à prendre en compte les diversités culturelles et à enseigner des normes et des valeurs communes de la société qu'elle sert (J. Étienne, 2004). Elle devrait être, le lieu de la construction et de la consolidation de la nation burkinabé (D. J. M. Palm, 2020). Aussi, précise J. Ki-Zerbo (1990, p.5).

Les buts de l'éducation ne doivent pas être définis uniquement à partir des exigences d'ordre économique, ils doivent prendre en compte les valeurs culturelles et les aspirations spirituelles

des individus, des communautés et par-delà, de l'humanité. La dimension éthique et culturelle de l'éducation doit accompagner sinon orienter celle qui se rapporte à la qualité de la vie et de l'environnement.

Ainsi, à côté des savoirs scientifiques et les valeurs universelles, une part importante du programme devrait être réservée à l'enseignement de l'histoire de nos pays, des valeurs fédératrices, de l'histoire des hommes et femmes qui auront marqué la marche de nos Etats et du continent africain ainsi que les valeurs qu'ils incarnaient ou défendaient. Des éléments qui permettraient non seulement de forger et de consolider nos Etat-nation mais aussi de se donner une chance d'installer dans la mentalité des plus jeunes les valeurs identitaires chères à nos nations. Les programmes scolaires devraient aussi s'adapter en mettant l'accent sur des valeurs comme la confiance mutuelle, la tolérance, l'acceptation de la différence, la solidarité, l'égalité, la justice, l'équité, le respect de l'autre et la cohabitation pacifique (D. J. M. Palm, 2020).

Aussi, l'éducation à la citoyenneté devrait reposer d'abord sur l'école, qui se doit de procéder à une évaluation approfondie des réformes de ces dernières années en matière d'éducation morale et civique. Il est essentiel que l'enseignement civique et moral soit associé de manière étroite à la communauté éducative et à l'ensemble des acteurs de la citoyenneté. Ainsi, les fonctionnaires selon leurs spécialités pourraient être invités à venir parler des institutions, de la République et de la vie publique dans les écoles (B. Lasserre *et al.*, 2018).

Notons que le système éducatif burkinabè reste encore sous l'influence de grandes puissances occidentales de façon directe ou de façon indirecte à travers des institutions internationales de l'avis de certains enquêtés. Pour eux, les financements qu'elles apportent dans le domaine de l'éducation ne peuvent être fortuits. Ce point de vue est partagé par un responsable syndical de 49 ans pour qui :

Le système éducatif burkinabè est incorporé dans un système plus grand qui finance l'école burkinabè. Donc n'attendez pas à ce que l'école burkinabè véhicule des concepts, inculque des concepts qui, à la base pourraient servir aux enfants burkinabè mais qui ne servent pas aux bailleurs. C'est comme ça, c'est la main qui donne qui dirige. Donc l'école aura toujours des difficultés tant que les ordres viendront de l'extérieur pour être exécuter même si ça va à l'encontre de ce que vous vous prônez comme valeurs. »

En effet, les financements que reçoit le pays pour son système éducatif sont conditionnés par la prise en compte et le respect des orientations de ces bailleurs. Selon B. Savadogo (2013) la mission première de l'école coloniale était d'acculturer et de désorganiser les sociétés africaines dans le but de mettre en œuvre son projet de domination culturelle qui devait passer par l'éducation des plus jeunes d'où l'appellation « école des otages ». De nos jours, ce projet semble encore être d'actualité. Le système d'éducation formelle et informelle occulte les structures sociales et stérilise les cultures. Depuis la période des indépendances, on a continué avec cet esprit global de l'éducation par l'assimilation en toile de fond, tout en cherchant à construire le citoyen sénégalais, malien, burkinabè, béninois, ivoirien, nigérien, togolais, guinéen, etc. mais en aucun cas, on n'a cherché à modifier les objectifs de ces systèmes éducatifs, ni à ajuster les finalités (A. Nyamba, 2005). Ce qui fait dire J. Ki-Zerbo que l'éducation et la formation qui ont une fonction de reproduction, ne l'assurent pas pleinement en Afrique. Cette fonction est tronquée faisant des pays africains au sud du Sahara la remorque de l'Occident depuis l'avènement colonial ; et plus encore aujourd'hui, sous la houlette des institutions onusiennes.

Par exemple, l'histoire du système éducatif burkinabè a connu plusieurs réformes mais aucune n'a été le fruit d'une réflexion interne, les choix dominants étant alors ceux des engagements internationaux (L. Bilgo, 2019). Leur but étant selon ce dernier, d'uniformiser l'éducation et pérenniser avec elle la domination culturelle civilisationnelle du monde occidental. C'est dans ce sens que J. Ki-Zerbo (1990, p.12) affirmait que :

L'Afrique est le seul continent qui ne dispose pas d'un système contrôlé d'autoproduction collective. L'éducation scolaire apparaît comme un kyste exogène, une tumeur maligne dans le corps social. (...) L'espace de l'éducation scolaire est un domaine verrouillé et interdit, où aucune réforme fondamentale n'a encore pu pénétrer au sud du Sahara. Et pour cause, c'est le bastion stratégique au cœur du réseau des facteurs qui maintiennent le statu quo. Il joue le rôle focal et catalytique dans cette réaction en chaîne négative du dépérissement africain. Dans ces conditions, au milieu de la régression éducative en cours, où certains régimes africains risquent d'être déstabilisés par les contradictions d'un système scolaire devenu usine de chômeurs, poudrière sociale et braderie culturelle.

Selon lui, nombreux sont les qualificatifs péjoratifs ou alarmant accrochés au continent africain par les spécialistes des questions africaines. Mais ces africanologues ne décrivent souvent que tel ou tel symptôme du mal africain dont le fond véritable réside sans doute dans la déconnection intérieure, par l'absence d'une reproduction autonome grâce à une éducation endogène. L'Afrique est débranchée par rapport à elle-même. Aujourd'hui encore, à l'aube du 21^{ème} siècle, on continue de se rabattre sur les mêmes solutions de réforme des systèmes éducatifs et de formation, parfois d'innovations pédagogiques tout à fait déconnectées du contexte social. Effectivement, selon le directeur général de recherche en éducation et de l'innovation pédagogique (DGREIP), les manuels d'enseignement au Burkina Faso ont été pendant longtemps importés. Et le contenu de ces manuels est très souvent en distorsion avec l'environnement du pays. En effet, on trouve encore aujourd'hui dans les ouvrages d'histoire utilisés en Afrique, des contre-vérités graves, pour toutes les périodes (J. Ki-Zerbo, 1990). Même l'éducation civique qui était enseignée au post-primaire a été supprimée en 1995 selon le DGREIP. Les matières comme l'économie sociale et familiale ont disparu des programmes. En conséquence nombre de diplômés aujourd'hui manquent d'axes de référence pour y brancher solidement les éléments de l'éducation civique (J. Ki-Zerbo, 1990). La valorisation à l'extrême des schémas culturels métropolitains a fini par fragiliser les valeurs anciennes de solidarité, de dignité, d'honneur et a développé l'individualisme, le goût du gain facile et la dépravation des mœurs (MEF, 2000, p.7).

C'est cette inquiétude qui amène un ancien diplomate, père et grand-père de familles à émettre cette interrogation :

Est-ce qu'aujourd'hui, nous assurons à nos enfants l'éducation qui va faire d'eux, les citoyens que nous, nous voulons, des citoyens qui partout répondent je suis burkinabè, au lieu de penser à telle ethnie, de telle ethnie ? Est-ce qu'aujourd'hui là l'éducation qu'on donne à nos enfants répond ?

Et il apporte piste de réponses en ces mots :

Il faut qu'on essaye de voir quelles sont les valeurs que nous voulons de nos enfants. Avec ce qu'on a vu dans notre pays, des situations où des jeunes furieux contre les autorités s'empennent aux emblèmes de l'État. Aller jusqu'à brûler votre drapeau national, ça veut dire que vous ne savez même pas ce que vous faites. Mais, ces jeunes qui l'ont fait, est ce qu'auparavant ils ont eu l'éducation qui a conduit à leur faire comprendre qu'il y a telle chose, telle emblème de la nation que personne ne doit toucher et qui doivent être respectées ? Certainement qu'ils n'ont pas eu cette éducation. Donc nous pensons qu'il faut partir de cette base-là, pour nous reconstruire d'abord et ensuite, de là, va partir toutes les branches de notre jeunesse pour irradier notre nation ».

En fait, ce ne sont pas les idées qui manquent car, nombre de chercheurs avaient voulu dès le début des indépendances que la formation historique serve à « guérir l'Africain du mépris et du regret que lui inspire son propre passé », à « inculquer le patriotisme et la fierté nationale, d'abord à l'égard de l'État-nation de l'élève, et ensuite de l'ensemble du continent » (P. Kipré, 2005). Il y a plutôt un manque de volonté et/ou courage politique. Par exemple, en France, l'éducation républicaine, qui a triomphé sous la 3^{ème} République, s'était substituée à l'expérience démocratique de l'éducation pendant laquelle les français avaient mal à leur citoyenneté et patriotisme (P. Statius, 2016). De l'avis de cet auteur, cette éducation

républicaine a permis de mettre la nation au centre de l'édifice politique. Et ce moment républicain a mis en place une éducation spirituelle de la nation à tel point que la République est finalement le dernier âge religieux du politique en France. De son point de vue, il n'y a pas d'éducation réelle et effective si on ne peut définir comme principe ou comme idéal régulateur un type anthropologique, l'image idéale du sujet produit par l'institution.

Toutefois, selon le DGREIP, le Burkina Faso, n'a pas une politique nationale de recherche en sciences sociales et histoire axée sur les besoins du pays, qui soit à même d'alimenter les contenus des enseignements. De son point de vue, il n'existe pas une histoire du Burkina Faso qu'on puisse enseigner. En effet, les écrits existants portent sur des groupes ethniques de façon isolée et sont même parfois contradictoires d'un auteur à l'autre. Ce constat peut être fait également au niveau de l'histoire sociopolitique du Burkina Faso depuis son existence en tant que colonie. Une histoire feutrée de contradictions. Elle ne fait donc pas l'unanimité au sein du milieu intellectuel. Même la révolution sankariste qui semblait être l'évènement majeur qui constitue un souvenir commun dans l'histoire de la nation burkinabè n'est pas exempt d'opposition. Si un effort scientifique n'est pas fait pour écrire une histoire unique des peuples du Burkina Faso alors l'enseignement des écrits existants peut au lieu d'unifier, diviser les peuples.

3.2.2. Troncation de la mission première de l'école

Il y a aujourd'hui une nouvelle perception de l'école. Ce n'est plus une école qui éduque, qui socialise mais une école qui instruit. Comme le signale un fonctionnaire à la retraite : *« aujourd'hui, l'instruction scolaire, ça, ça existe. Mais, l'éducation scolaire, ça, ça n'existe plus »*.

L'école de nos jours se contente de diffuser les savoirs procéduraux qui aboutissent à une insertion professionnelle. Le plus important désormais c'est le diplôme. La preuve est que certains parents sont prêts à entourer leurs enfants de « répétiteurs » ou « enseignants de maison » dans toutes les matières à tel point qu'on empêche les enfants d'aller écouter les prêches religieux qui contribuent aussi à forger l'individu. Dans ce sens un enseignant-chercheur affirme que :

Les gens se sont construits une finalité à l'éducation c'est-à-dire, quand on dit école, c'est avoir des diplômes et s'insérer sur le plan socioprofessionnel. Je n'ai pas voulu rentrer dans ça mais la finalité de l'école ce n'est pas ça. Étant donné que l'école est une institution qui est destinée à socialiser l'individu, ça veut dire que l'individu a adopté un certain nombre de valeur. Mais ils ont enlevé ça. La seule valeur qu'on accorde à l'école, c'est d'avoir un diplôme, on s'en fout de comment on acquiert les diplômes. C'est d'avoir les diplômes et puis s'insérer sur le plan socio-professionnel.

Aussi, de plus en plus, des enseignants sont victimes de violence venant de parents d'élèves pour avoir interpellé, recadré ou sanctionné leurs enfants. L'enseignant ne peut plus jouer son rôle d'éducateur puisque cette autorité lui a été enlevée surtout avec l'adoption du texte interdisant les sévices corporels à l'école. Une loi qui a été adoptée sans que les moyens d'accompagnement ne suivent. Comme le dénonce un enseignant :

En Europe, par exemple, le fouet est supprimé parce qu'on se dit qu'avec 20 élèves dans la classe, le maître a tout le temps de les suivre individuellement les enfants. Mais, quand on se retrouve avec 100 et parfois plus dans une classe pour un seul enseignant, c'est difficile de les suivre individuellement et de maintenir la discipline.

Mais, cette autre enquêtée, directrice d'une direction technique du ministère en charge de l'éducation, institutrice de formation relativise le point de vue du précédent. Elle estime que le respect et la discipline peuvent aussi s'obtenir par le professionnalisme de l'enseignant. Elle affirme que :

Si les gens contestent l'autorité de quelqu'un, c'est parce qu'il n'en est pas digne. Si tu es enseignant ou même un responsable quelconque tu dois faire preuve de rigueur dans l'exercice de tes tâches. Mais, si toi enseignant qui est censé être à l'heure en classe viens toujours en retard, tes leçons ne sont jamais préparées, c'est toi qui sors avant l'heure pour aller t'asseoir à la cafétéria laissant aux élèves des exercices à traiter. C'est quel exemple on donne ? Comment va-t-on te respecter quand tu tâtonnes, titubes dans les explications ? Vous savez, quand on dit que l'enseignant est un dieu pour l'élève, c'est juste, c'est le maître qui détient la vérité. Mais, ça, c'a un prix à payer. Ce que nombre d'enseignants ne veulent plus faire. Après on va dire que les élèves sont impolis ou indisciplinés pourtant on n'a rien fait pour que cela n'arrive pas en tant qu'enseignant.

3.2.3. Influence de l'enseignant

Aujourd'hui, le métier d'enseignant surtout au niveau du primaire n'est plus aussi attrayant comme il l'était dans le passé. Comme l'affirme L. K. Bado (2012), l'école était un vrai centre d'initiation et d'apprentissage de la vie en société parce que l'enseignant inculquait aux élèves le savoir, le savoir-faire et le savoir-être tenant compte des valeurs de la société. Cette école pour lui, n'existe plus de nos jours car elle ne véhicule aucune valeur humaine et sociale. Par conséquent, les enfants sont abandonnés à eux-mêmes et savourant les droits modernes de l'enfant et rejetant ainsi nos valeurs, contestent l'autorité de l'enseignant sur eux (L. K. Bado, 2012). Or, de l'avis de cet auteur, l'enseignant était craint et respecté et son prestige allait même au-delà de celui du commandant de cercle. Pour lui, le système éducatif actuel s'est perverti de telle sorte que les enfants sont actuellement instruits et mal instruits sans être éduqués (le savoir-être) ni formés (le savoir-faire). Le métier d'enseignant a perdu sa notoriété d'autant si bien que les enseignants ne sont plus aussi motivés à donner le meilleur d'eux-mêmes. La précarité des conditions de vie et de travail a aussi contribué à cela.

Il faut noter aussi que, l'enseignement était devenu entre-temps une sorte de dépotoir où l'on casait les médiocres. On pouvait entendre des propos du genre « *grouilles avoir le BEPC seulement et on va te payer l'ENEP* » ou encore « *s'il arrive à gagner le BEPC, on va lui payer l'ENEP et va aller se débrouiller là-bas au moins. Ça vaut mieux que rien* ». Ainsi, nombre de jeunes ont été enrôlés dans le corps enseignant sans capacités intrinsèques et sans vocation. Alors que selon les anciens, ce sont les meilleurs des promotions qui pouvaient prétendre au métier d'enseignant. En conséquence, on retrouve dans le corps enseignant des personnes de moralité douteuse qui influencent négativement leurs élèves. En effet, l'enseignant qui est censé donner le bon exemple aux élèves se plaint à partager avec eux de l'alcool, de la cigarette et même de la drogue. Si l'enseignant qui est en général le modèle ou le repère des élèves vient habiller et/ou coiffé de façon extravagante dans la classe, il est évident que ses élèves tentent de l'imiter. Certains même se plaisent à entretenir des rapports sexuels avec plusieurs de leurs élèves. C'est ce que regrette un père de famille qui s'exprime en ces termes :

(...) Vous imaginez, qu'un enfant qui n'a pas reçu une bonne éducation parvient à s'intégrer et doit enseigner d'autres enfants, vous voyez que c'est grave. Qu'est-ce qu'il peut transmettre à ces enfants ? Il y a aussi le fait que souvent au-delà de ce qu'on peut dire comme enseignement à quelqu'un, il y a ce qu'on fait. Vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a des enseignants qui ne sont pas des modèles. Parce que si toi tu me dis de faire ça et que je sors je te vois faire autre chose, donc tu ne peux pas me convaincre de l'importance de cette chose parce qu'effectivement tu me dis que ce n'est pas bien mais toi tu le fais. Ce sont des choses aussi qui concourent à rendre difficile toute cette tâche.

C'est le même constat que fait la Commission des assises nationales 2021 sur l'éducation nationale :

Les enseignants doivent dans l'exercice de leur profession et dans leur vie au quotidien, incarner certaines valeurs cardinales telles que l'intégrité, l'ardeur au travail, l'honnêteté, la dignité, l'humilité et l'honneur. Ces valeurs doivent faire d'eux des modèles dans la société.

Malheureusement, de nos jours, le comportement de certains enseignants est aux antipodes de ces valeurs.

L'enseignant a donc sa part de responsabilité dans ce qu'expriment les élèves comme valeurs de nos jours. Comme le postule le socioconstructivisme, toutes les fonctions cognitives, y compris l'apprentissage, dépendent des interactions avec les autres (les parents, les enseignants, les pairs, etc.) et que, rien n'est appris à partir du néant, mais plutôt en relation avec les connaissances existantes, les nouvelles informations étant intégrées et élargissant le réseau de compréhension existant (M. Tardif et A. Bihan, non daté).

Dans un tel contexte, on est tenté de dire avec J. Ki-Zerbo (1990) que la considération sociale qui prévalait à l'époque faisant de la fonction enseignante, la profession noble par excellence et quasi sacerdotale a presque disparu.

Notons également, que le niveau de recrutement des enseignants est considéré par certains enquêtés comme un facteur de la dégradation de l'éducation scolaire. Mais, cette préoccupation est en passe d'être corrigée parce que depuis 2020, il est passé au niveau baccalauréat. En effet, pour ces enquêtés, la baisse du niveau de l'enseignement au Burkina Faso devrait entraîner l'élévation du niveau de recrutement des enseignants parce que le niveau BEPC d'aujourd'hui n'est équivalent de celui d'antan. C'est ce qu'explique un fonctionnaire à la retraite :

Nous, nous avons fait l'ancienne école et nous avons étudié par exemple en mathématiques des livres comme « collection Kiezan et Buz » en seconde, ce n'est pas sûr que si vous donnez un exercice de ce livre à un enseignant à l'université qu'il puisse le gérer. Parfois quand vous écoutez un enseignant et on vous dit qu'il a un niveau master, vous ne pouvez y croire. Le monsieur a juste des diplômes.

3.2.4. Effet des promoteurs privés sur la qualité de l'enseignement

Il ressort de nos données de terrain que la ruée des promoteurs privés dans le domaine de l'enseignement a aussi contribué à dégrader l'éducation scolaire au Burkina Faso. En effet, depuis deux décennies, les écoles se créent un peu partout et parfois sans autorisations de création et/ou d'ouverture. Elles fonctionnent dans la plupart des cas en dehors du cahier des charges défini par le ministère de tutelle.

Mais, comme le dit un adage populaire, *“la nature a horreur du vide”*. Puisque l'État est absent à certains endroits, il faut bien que cette absence soit comblée. Selon l'annuaire statistique 2019 de l'enseignement primaire par exemple, il existe 4079 établissements scolaires privés au Burkina Faso avec 694836 élèves sans compter ceux qui ne sont pas reconnus. Le but premier de nombre ces établissements c'est plutôt le gain financier que de contribuer à l'éducation des enfants. C'est ce que déplore un parent d'élèves :

Les établissements publics sont peu nombreux comparés aux privés. Tout est donné au privé, la formation du citoyen dans les mains du privé, sachant que le privé est à la recherche du gain financier. Voilà, c'est la marchandisation du système scolaire qui fait qu'on n'arrive pas à former les citoyens.

Comme le souligne cet enquêté, pour maximiser leurs profits, certains promoteurs privés engagent des enseignants qui n'ont pas le niveau requis et parfois sans aucune formation préalable en pédagogie, ceci dans l'objectif de les payer de façon arbitraire. Certains établissements surtout au post-primaire et au secondaire fonctionnent comme s'il n'existait pas de règlement intérieur. Et même s'il en existait, ces règlements intérieurs ne sont pas appliqués. En effet, ces promoteurs privés craignent qu'en appliquant les règles de discipline dans leur rigueur, les élèves préféreront aller s'inscrire dans d'autres établissements où ils plus de liberté et donc moins de contrôle social. Or, comme le souligne D. Glaymann (2012), un enfant scolarisé vit dans une collectivité dont il doit comprendre, respecter et interpréter les règles et cela passe à la fois par des cours (instruction civique ou éthique), des canaux explicites (règlement intérieur ou système de sanction).

Conclusion

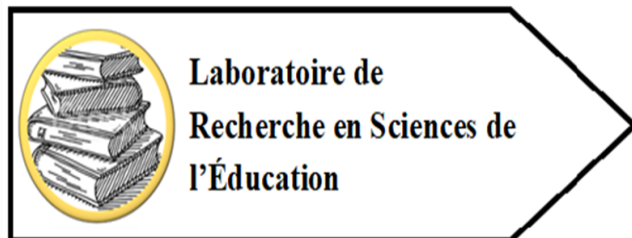
En somme, l'école est perçue comme un canal par lequel l'intégration sociale se met en œuvre afin de créer une société unifiée et d'édification la cohésion sociale entre ses membres. Elle d'autant plus importante dans le cas du Burkina Faso où des peuples disparates sans véritablement de liens culturels et historiques constituent sa population. En effet, l'école est censée créer le lien entre ces différents peuples mais aussi entre eux et l'État à travers la diffusion des normes, valeurs et règles communes. Ce sont, ces codes qui constituent "l'espace moral" au sens de Kymlicka qui sert de matériaux à la construction de l'identité nationale. Cependant, l'école burkinabè comme toutes les autres écoles africaines est confrontée à diverses difficultés qui entravent l'accomplissement de sa mission. En effet, les programmes d'enseignement sont déconnectés des réalités socioculturelles et économiques du pays ; l'école désormais réduite à sa fonction d'instruction, elle n'éduque plus. Le plus important, c'est l'acquisition des diplômes. Aussi, nombre d'enseignants manquent de compétence, de vocation et de motivation. Ainsi, les leçons sont bâclées dans la préparation et dans le rendu. En plus, certains par leurs comportements déviants entraînent avec eux leurs élèves. Il y a également certains promoteurs privés d'établissement scolaires qui par leur manque de rigueur et de respect du cahier des charges du ministère de tutelle encadrant leurs activités créent des conditions défavorables à une éducation réussie.

En conséquence, le civisme des jeunes au Burkina Faso laisse à désirer ; l'intégrité et l'honnêteté sont des valeurs de moins en moins présentes dans leurs pratiques ; la cohésion sociale, la tolérance et la solidarité s'amenuisent de plus en plus et le respect des aînés et de l'autorité est à conquérir. De ce fait, le pays se retrouve aujourd'hui dans une sorte d'engrenage qui va à l'encontre de sa marche vers le développement.

Bibliographie

- ASSEMBLÉE NATIONALE DU BURKINA FASO, 2007, Loi N° 013-2007/ AN *Portant loi d'Orientation de l'Education*, Ouagadougou, Burkina Faso.
- BADO Laurent K., 2012, *Journal d'un vacancier*, Ouagadougou, éditions Kraal.
- BILGO Lionel, 2019, *Burkina Faso, du rêve à l'action*, Ouagadougou, Teminiyis éditions, 104p.
- BOLLIET Dominique et SCHMITT Jean Pierre, 2008, *La socialisation*, Bréal, 2^{ème} édition, 125p.
- BOUDON, Raymond (dir), 2005. *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Larousse.
- COMPAORE Maxime Auguste R., 2003, « Chronique de l'école au Burkina Faso », sous dir. Y. G. Madiéga et O. Nao, *Burkina Faso, cent ans d'histoire, 1895-1995*, Tome 2, Karthala- PUO, p.1663-1690.
- DURU-BELLAT Marie et Van ZANTEN Agnès, 2007, *Sociologie de l'école*, Armand Colin, Paris, 320p.
- ETIENNE Jean et al., 2004, *Dictionnaire de sociologie*, 3^{ème} édition, Paris, Hatier, 448p.
- GLAYMANN Dominique, 2012, *L'essentiel pour comprendre la sociologie*, Paris, éditions Ellipses, 175p.
- KI-ZERBO Joseph, 1990, *Éduquer ou périr : Impasses et perspectives africaines*, UNESCO-UNICEF, 103p.
- KIPRE Pierre, 2005, « La crise de l'état-nation en Afrique de l'ouest », in *Outre terre* 2005/2 no 11, p.19-32.
- LASSERRE Bruno et al., 2018, *La citoyenneté Être (un) citoyen aujourd'hui*, Les rapports du Conseil d'État (ancienne collection Études et Documents du Conseil d'État), 207p.
- MARUCCHI-FOINO Alexia, 2011, *L'enseignement des théories sociologiques* (atelier no 817) Initiation à l'analyse sociologique.
- MENDRAS Henri, 1989, *Éléments de sociologie*, Paris, Armand Colin, 248p.

- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, 2000, *Politique nationale de population du Burkina Faso*, 47p.
- NYAMBA André, 2005, « Les systèmes éducatifs et de formation africains : une situation chaotique et Paradoxe », *De Boeck Supérieur* | « Éducation et sociétés » no 16, p.53-69
- ÖZEN Mehmet, 2000, « A quoi sert l'école ? », *Dossier forum* 204, décembre 2000, p.16-23.
- PALM D. Jean Marc, 2020, *Centenaire de la Haute-Volta : de la création du territoire aux QUESTIONS identitaires*, Ouagadougou, Editions Mercury, 112p.
- SANOU Fernand, 2003, « Politiques éducatives du primaire du Burkina Faso de 1900-1990 », sous dir. Y. G. Madiéga et O. Nao, *Burkina Faso, cent ans d'histoire, 1895-1995*, Tome 2, Karthala- PUO, p.1691-1745.
- SAVADOGO Boukaré, 2013, *Analyse critique des politiques éducatives et de développement du Burkina Faso de 1960 à 2012, perspectives ante et post 2015*. Network for International Policies and Cooperation in Education Training, 44p.
- STATIUS Pierre, 2016, « L'expérience démocratique de l'éducation : quelques pistes de réflexion », *Presses universitaires de Caen*, « Le Télémaque », n° 50, p.73-78.
- TARDIF Maurice et BIHAN Alain, non daté, *Vygotsky et le socioconstructivisme*.



LAKISA, est une revue semestrielle à comité scientifique et à comité de lecture des sciences de l'éducation du Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED) de l'École Normale Supérieure de l'Université Marien Ngouabi (Congo). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Éducation à travers la diffusion des savoirs dans ce domaine. La revue publie des articles originaux dans le domaine des sciences de l'éducation (didactique des disciplines, sociologie de l'éducation, psychologie des apprentissages, histoire de l'éducation, ou encore philosophie de l'éducation...) en français et en anglais. Elle publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques.

Les auteurs qui soumettent des articles dans la revue *LAKISA* sont tenus de respecter les principes et normes éditoriales CAMES de présentation d'un article en Lettres et Sciences Humaines (NORCAMES/LSH) ainsi que la typographie propre à la revue.

L'ensemble des articles publiés dans la revue *LAKISA* sont en libre accès (accès gratuit immédiat aux articles, ces articles sont téléchargeables à toutes fins utiles et licite) sur le site internet de la revue. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Éditeur : LARSCED

www.lakisa.larsced.cg
revue.lakisa@larsced.cg
revue.lakisa@umng.cg

BP : 237, Brazzaville-Congo